



Déclaration intersyndicale en CSE Central du 17 décembre 2020

Monsieur le Président,

Depuis maintenant plusieurs semaines, les fédérations syndicales représentatives dans les Industries Électriques et Gazières, mobilisent les agents pour faire entendre leur **opposition à la désintégration des entreprises historiques des secteurs électrique et gazier.**

La Présidente de la Commission Européenne refuse de recevoir l'interfédérale appuyée par les fédérations Européennes EPSU et IndustriAll. De nombreux parlementaires ont interrogé le Gouvernement à l'Assemblée Nationale mais les réponses n'arrivent pas.

Les discussions se font dans la plus grande opacité entre le Gouvernement et les dirigeants du groupe EDF.

Pourtant, agents, élus politiques, citoyens s'opposent au démantèlement des entreprises de l'énergie, à la fin de l'égalité de traitement, de la péréquation tarifaire et de la filière gaz.

Partout, **les taux de grévistes progressent significativement**, reflétant la mobilisation massive suite aux appels des intersyndicales dans les entreprises. **Chez Enedis, la mobilisation s'amplifie, en dépit des difficultés rencontrées par les agents pour se collecter et la propagande des Directions. Celles-ci tentent de minimiser les chiffres mais pour les organisations syndicales, c'est plus de 40% des salariés qui étaient en grève le 10 décembre pour exprimer leur refus du projet HERCULE.** Projet qui, malgré les explications faussement rassurantes des Directions, signe bel et bien le démantèlement d'EDF.

Invité vendredi 11 décembre matin à s'exprimer auprès du réseau Energies de Femmes, Jean-Bernard Lévy a considéré, en ces termes, que les personnes mobilisées étaient « **crédules** ». Ainsi, plus de 40% des salariés d'Enedis n'ont pas, selon lui, le recul nécessaire pour juger correctement de ce qui est bon pour l'avenir de leur Entreprise. Et les Organisations Syndicales, pendant ce temps, feraient de la « *désinformation* » car elles « *cherchent autre chose, on le sait bien* ». **Mais quel mépris a donc ce Président-Directeur Général d'EDF pour ses salariés et leurs représentants !**

Pourtant, nous savons très bien aujourd'hui que les négociations entre le Gouvernement et la Commission Européenne portent sur la protection des concessions hydrauliques contre leur mise en concurrence et sur la sécurisation du financement du parc nucléaire existant par une réforme en profondeur de l'ARéNH. Ces négociations sont en effet essentielles à l'avenir du Groupe EDF, mais n'ont rien à voir avec HERCULE.

HERCULE est un sujet purement franco-français, et n'est aucunement une contrepartie demandée par la Commission Européenne à la France ! Dès lors qu'il y aura accord politique

sur les dossiers du nucléaire et de l'hydraulique, **les adaptations organisationnelles du Groupe relèveront du seul choix de la présidence d'EDF !**

HERCULE n'est rien d'autre qu'un projet élaboré par les banques d'affaires affriolées par de juteuses commissions, l'Agence des Participations de l'Etat et orchestré par les dirigeants d'EDF. Ceux-ci présentent HERCULE comme l'unique solution... sans aucun débat avec les salariés, ni les organisations syndicales ! Alors, est-ce être « **crédule** » que de se mobiliser contre cette mascarade ?

L'avenir d'Enedis, dans la boîte verte, n'est pas rose... La valorisation d'EDF Verte reposerait surtout sur celle d'Enedis, qui est assise sur le monopole que lui octroie le législateur, historiquement depuis 1946, avec les contrats de concessions passés avec les collectivités locales. N'oublions pas que les réseaux de distribution n'appartiennent pas à Enedis mais aux autorités concédantes. Ainsi, si demain une privatisation partielle intervient avec l'ouverture du capital d'EDF Verte à hauteur de 35%, que deviendront les cahiers des charges de concessions qui viennent d'être signés ? **Comment seront assurés la gestion de nos réseaux de distribution, leur sécurisation, leur déploiement, leur réparation si des objectifs de rentabilité sont donnés par de nouveaux actionnaires déconnectés des valeurs historiques de service public ?** Autant d'incertitudes et de risques pour les usagers car avec 35% du capital placé en bourse aujourd'hui, la privatisation sera pour demain et déjà se profile **la fin de la péréquation tarifaire.**

La Direction d'Enedis est « en marche » vers l'externalisation de ses activités et la fermeture de services sous couvert de leur mutualisation. Elle **organise la casse du service public de l'électricité dans les différentes unités d'Enedis.** Malgré de nombreux rappels des représentants du personnel pour être informés et consultés sur les dossiers structurants qu'elle impose aux agents, dans une logique financière, en opposition à l'intérêt général, la Direction, comme le Gouvernement, fait fi du dialogue et avance seule.

Les représentants syndicaux autant que les élus de la République ne peuvent tolérer une telle parodie de démocratie ! Nous ne pouvons laisser les employeurs et le Gouvernement détruire le service public, qui appartient à la nation, au profit de la finance. Le calendrier s'accélère et la volonté de passage en force d'un projet mortifère est réelle !

Le démantèlement du Groupe EDF serait une catastrophe économique, industrielle et sociale et détruirait la base du Service Public de l'énergie qui est un bien commun.

Pour ces raisons et face à ces attaques sans précédent, les fédérations syndicales FNME-CGT, CFE-CGC Énergies, FCE-CFDT et FO Énergie et Mines **appellent à une nouvelle journée d'action unitaire, aujourd'hui, jeudi 17 décembre 2020.**

Nous disons NON à HERCULE ! NON au démantèlement du Groupe EDF ! NON au sacrifice du secteur gazier et de la jeune filière biogaz !

Nous disons OUI à un service public de l'énergie français ! OUI au modèle intégré des entreprises de la branche au service de l'intérêt général et des citoyens.

Nous appelons tous les salariés à se mobiliser et à se mettre en grève aujourd'hui !